



# LA FEDERATION COMMUNIQUE

---

## FERMETURE DE SITES TEREOS

### HALTE AU CASSEUR DE SUCRE

Le 8 mars, lors d'un Cse central, Tereos (marque Béghin-Say), premier groupe sucrier français et deuxième mondial, a annoncé la fermeture de deux sites, Escaudœuvres (59) et Morains (51). Près de 200 salariés sont menacés de perdre leur emploi et des familles précarisées par une stratégie de pure financiarisation.

Décarbonation, hausse du prix du gaz, baisse des rendements betterave... autant d'arguments patronaux inacceptables au vu des soutiens financiers régis par le règlement sucrier européen, dont se sont gavés Tereos et les betteraviers pendant des décennies. Le manque de rentabilité de la fabrication ne peut être avancé. Le groupe annonce une économie de 40 à 50 millions d'euros sur 5 ans. Dérisoire pour un chiffre d'affaires qui atteint plus de 5 milliards. La production est rentable à partir d'un prix de 350 € la tonne. Depuis plusieurs mois, il culmine à 1 000 €. Arguments fallacieux. La décarbonation coûterait 600 millions au groupe d'ici 2050, soit 22 millions par an. Le premier semestre 2023 a déjà rapporté un excédent brut d'exploitation de 700 millions ! Excusez du peu. L'argument des économies est d'autant plus inexplicable. Cherchons ailleurs les raisons d'une telle casse.

La restructuration de la filière en 2019 avec notamment la fermeture de 4 sucreries, Eppeville (80) et Cagny (14) de Saint-Louis Sucre, Toury (45) et Bourdon (63) de Cristal Union, ce dernier recentrant son outil dans la moitié nord de la France, avait déjà amené une concentration de la production. La fermeture d'Escaudœuvres s'inscrit dans un redéploiement des sites industriels et de l'approvisionnement en betteraves des deux mastodontes, Tereos et Cristal Union. A la clé, une nouvelle concentration capitaliste et l'aggravation des conditions de travail avec un allongement de la durée des campagnes sucrières à plus de 130 jours. Un arrangement entre eux serait-il en discussion visant leur fusion, opération qui était déjà sur le tapis lors du changement de directoire de Tereos ?

Les petits arrangements entre amis, avec le soutien du ministre de l'industrie qui milite pour une concentration du capital agroalimentaire à coup de subventions, mettent en danger toute une filière agricole et industrielle, l'indépendance nationale et la souveraineté alimentaire sur un produit stratégique, la disparition de centaines d'emplois, des savoir-faire et qualifications des salariés.

Les salariés et leur famille refusent de faire les frais d'une stratégie financière à court terme. Le gouvernement doit prononcer un moratoire sur toutes fermetures de sites et toutes suppressions d'emplois, la mise sous tutelle publique de l'industrie sucrière permettant à la France de maîtriser et développer sa production de sucre de betterave et de canne. La satisfaction des légitimes revendications des salariés est essentielle pour valoriser et développer le potentiel industriel sucrier national.

Montreuil,  
Le 10 mars 2023